

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS DE SAINT-ZACHARIE**

**DELIBERATION N° 2025-02/01**

Nombre de membres		<b>L'an deux mille vingt cinq le 5 février à 10 heures</b>
en exercice :	11	le Conseil d'Administration du CCAS de <b>SAINT-ZACHARIE</b>
présents :	8	dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de <b>Mme ROYER Carole, Vice-présidente</b>
votants :	10	Date de convocation du Conseil d'Administration du CCAS : le 29 janvier 2025
pour :	10	<b>PRESENTS :</b> Mmes et MM., TABONE Paul, PRATI Corinne, BOUHAFS Hayette, POZZI Monique, MORACCHINI Encarnacion, BOUTRY Marcel, PASCAL Paul.
contre :	0	
abstention :	0	<b>ABSENTS REPRESENTES :</b> M. COULOMB Jean-Jacques donne procuration à Mme ROYER Carole. Mme BROCHIER Christiane donne procuration à M. BOUTRY Marcel.
		<b>ABSENTS NON REPRESENTES :</b> M. BERTOLOTTI Jacques

**OBJET : ADHESION A LA CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE RELATIVE A LA  
MUTUALISATION DE LA FONCTION DE DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES  
AVEC LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE**

Par délibération n° 06/05 en date du 24 juin 2022, le Conseil d'Administration a approuvé une convention de mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO) entre notre CCAS et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 3 ans, pour un tarif annuel de 1625 € pour la première année d'adhésion et 1000 € les années suivantes.

Initialement prévu pour 18 communes, le dispositif de mutualisation a connu un succès significatif et compte, après trois ans de déploiement, 32 communes, 11 centres communaux ou intercommunaux d'action sociale et 2 SPL.

L'équation financière n'est donc plus pertinente.

La Métropole a donc délibéré le 29 juin 2023 (délibération n° IVIS 001-14478/23/CM) pour fixer les nouveaux coûts pour les communes de la façon suivante :

- CCAS / CIAS : 0,15 € par habitant soit 892,35 €.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des familles ;

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;  
**Vu** le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, (règlement général sur la protection des données, ci-après « le RGPD ») ;  
**Vu** la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;  
**Vu** le décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 modifié pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;  
**Vu** la délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° FBPA 051-9153/20/CM du 17 décembre 2020 ;  
**Vu** la délibération du Conseil d'Administration n° 06/05 du 24 juin 2022 portant sur l'adhésion à la convention de prestation de service relative à la mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données avec la Métropole Aix-Marseille-Provence ;  
**Vu** la délibération du Conseil de Métropole n° IVIS-001-14478/23/CM portant sur l'actualisation de la grille tarifaire des prestations du délégué à la protection des données mutualisé et sur l'approbation d'un avenant et d'une convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration DECIDE :

**Article 1 :**

D'approuver les termes de la convention de mutualisation de la fonction de délégué à la protection des données (DPO – Data Protection Officer) entre le CCAS et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ci-jointe, pour une durée de 3 ans à compter de sa signature.

**Article 2 :**

D'approuver le tarif indiqué de la prestation de service.

**Article 3 :**

D'autoriser M. le Président, ou Mme la Vice-présidente, à signer la convention de mutualisation de la fonction de DPO avec la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que tout document se référant à cette affaire.

**Article 4 :**

D'inscrire les crédits afférents en dépenses de fonctionnement au budget primitif 2025-2026-2027.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**

Pour Copie Conforme

**La Vice-présidente**  
  
**Carole ROYER**

**Le Secrétaire**  
  
**Marcel BOUTRY**